



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GENERALE

UNEP/CBD/ICNP/2/8
1^{er} juin 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À
COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX
RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE
JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 4.1 de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS ET LES PROCHAINES ÉTAPES DE LA MISE
EN ŒUVRE DE LA PHASE PILOTE DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE
PARTAGE DES AVANTAGES**

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Conformément à l'annexe II de la décision X/1 de la Conférence des Parties, la première réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (Comité intergouvernemental) a abordé, à sa première réunion, les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (article 14).
2. Dans sa recommandation 1/1, le Comité intergouvernemental a décidé que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages serait mis en œuvre par étapes et que la première étape serait une phase pilote. Le Comité intergouvernemental a fourni une orientation sur le développement de la phase pilote dans l'annexe à la recommandation 1/1.
3. La recommandation 1/1 prie en outre le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, de développer les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et d'examiner les occasions de collaboration avec les partenaires et autres fournisseurs de données, aux fins d'examen par le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion.
4. Le Comité intergouvernemental a aussi invité les Parties, les gouvernements et les donateurs à offrir un soutien financier supplémentaire afin que la phase pilote puisse être mise en œuvre dans les meilleurs délais possible.

* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1.

/...

5. L'Allemagne, la Suisse et la Commission européenne ont fourni un généreux appui financier en réponse à cette invitation. Grâce à ce soutien, le Secrétariat a récemment procédé à l'embauche du personnel nécessaire pour amorcer la phase pilote.

6. La section II de ce document fournit de l'information sur les mécanismes et les applications à développer pour la phase pilote. La section III propose une liste des partenaires et fournisseurs de données compétents, ainsi qu'une courte description de leur travail, dans le but d'examiner les possibilités de collaboration. La section IV contient les projets de recommandations.

7. Le projet de modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est présenté dans l'annexe au document UNEP/CBD/ICNP/2/9.

II. MÉCANISMES ET APPLICATIONS À DÉVELOPPER POUR LA PHASE PILOTE DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

8. Le Comité intergouvernemental a reconnu, à sa première réunion, la précieuse expérience que représente le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, créé dans le cadre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, pour le développement de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Cette section contient de l'information sur les mécanismes et les applications à développer au cours de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages à partir des recommandations du Comité intergouvernemental et du système d'échange d'information créé dans le cadre du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques. Comme ces mécanismes et applications devront sans doute être adaptés au cours du développement de la phase pilote afin de satisfaire aux exigences particulières du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, ils ne doivent être utilisés qu'à titre indicatif.

9. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter former un comité consultatif informel chargé d'offrir une supervision et des conseils techniques au Secrétaire exécutif, afin d'obtenir de la rétroaction des Parties sur le développement de ces mécanismes et applications. Le comité consultatif informel pourrait jouer un rôle utile dans le développement de la phase pilote et offrir une zone de contact informelle permettant de solliciter des conseils techniques auprès des Parties pendant la phase pilote.

A. Portail central et centre de gestion du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages

10. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages sera intégré au portail en ligne existant du Protocole de Nagoya et permettra aux utilisateurs de s'inscrire et de trouver de l'information pertinente à l'application du Protocole. Le portail central du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages aura pour rôle minimum de permettre aux Parties d'échanger de l'information comme indiqué dans le paragraphe 2 de l'article 14 du Protocole et, dans la mesure du possible, facilitera l'échange d'information comme indiqué dans le paragraphe 3 de l'article 14 et dans l'orientation sur le développement de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.¹

11. L'information que renferme le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages sera fournie et publiée par les Parties et autres parties prenantes compétentes, et le Secrétariat contribuera à la publication de données dans certaines catégories d'information. Le Secrétariat continuera à offrir, sur les pages de son site Web, de l'information portant notamment sur les réunions relatives au Protocole de Nagoya, le matériel de communication développé par le Secrétariat, le nombre de Parties au Protocole, le processus intergouvernemental, etc. L'information sur les modalités d'inscription au Centre d'échange est fournie dans la section B, ci-dessous.

¹ Annexe à la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental (UNEP/CBD/ICNP/1/8).

12. La structure provisoire envisagée du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages consiste en un portail central lié à trois sections principales, à savoir « trouver l'information », « enregistrer l'information » (centre de gestion) et « ressources ». Tous les masques de recherche visant à trouver de l'information enregistrée dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages seront disponibles dans la section « trouver l'information ». Une fois remplie d'enregistrements, cette section du Centre d'échange contiendra tout un éventail d'information relative au Protocole de Nagoya fournie par les gouvernements et autres parties prenantes. La section « ressources » contiendra différents outils et lignes directrices pour aider les utilisateurs du Centre d'échange à enregistrer et à trouver de l'information contenue dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

13. Une des principales caractéristiques du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages sera son centre de gestion, grâce auquel les utilisateurs pourront enregistrer de l'information dans le Centre d'échange. Le centre de gestion offrira un mécanisme électronique en ligne qui permettra aux utilisateurs enregistrés du Centre d'échange d'enregistrer, de modifier et/ou de supprimer de l'information à publier dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

14. La recherche d'information enregistrée dans le Centre d'échange sera ouverte à tous. Cependant, les utilisateurs du Centre d'échange souhaitant enregistrer de l'information devront créer un compte dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Les utilisateurs enregistrés pourront soumettre de l'information dans certaines catégories, selon leur rôle particulier (p. ex., utilisateur général grand public ou correspondant national sur l'accès et le partage des avantages). L'information proposée au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages devra être validée avant d'être rendue publique sur le portail central. Le processus de validation créé pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est expliqué à la section B.

15. Pour enregistrer un nouvel enregistrement, les utilisateurs enregistrés devront déterminer le type d'information qu'ils souhaitent proposer en choisissant une catégorie d'information. Des modèles courants seront offerts aux utilisateurs dans les différentes catégories afin de les aider à recueillir et à organiser l'information avant de la soumettre. Les modèles courants sont des modèles types qui seront offerts dans le Centre d'échange en fichiers MS Word aux fins de téléchargement. Une version en ligne des modèles courants sera créée afin de soumettre l'information par voie électronique, et les utilisateurs seront encouragés à soumettre l'information en ligne par le biais du centre de gestion. Les utilisateurs ayant un accès limité à l'Internet pourront remplir les modèles courants en version Word et les soumettre, dûment signés, au Secrétariat, par la poste, par télécopieur ou en document scanné joint à un courriel.

B. Soumission d'enregistrements au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages

16. Les utilisateurs souhaitant enregistrer de l'information dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages devront choisir le type d'information à soumettre parmi les catégories d'information proposées. Le type d'information pouvant être soumis dépendra du rôle désigné de l'utilisateur enregistré dans le contexte du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

17. Les types d'information seront divisés en deux groupes principaux : les enregistrements nationaux et les enregistrements de référence. Les formulaires proposés dans la catégorie des enregistrements nationaux permettront aux gouvernements de publier de l'information sur l'application du Protocole et les aideront à respecter leurs obligations aux termes de l'article 14 du Protocole. Les formulaires proposés dans la catégorie des enregistrements de référence permettront de publier de l'information pertinente au Protocole soumise au Centre d'échange par d'autres utilisateurs enregistrés (p. ex., des représentants des communautés autochtones et locales, du milieu universitaire, des ONG, des institutions de recherche, des représentants de monde des affaires, etc.).

18. Un processus de validation (c.-à-d., une autorisation de publier) semblable au processus de validation avant publication établi pour le Centre d'échange sur la prévention des risques

biotechnologiques, devra être développé afin de garantir que l'information publiée sur le portail central du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est exacte et complète. Dans le contexte du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, la responsabilité de valider tous les enregistrements nationaux incombe aux correspondants nationaux et la responsabilité de valider tous les enregistrements de référence incombe au Secrétariat. Ce processus de validation procure une autorisation active de publier l'information soumise au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et assure la fiabilité de l'information publiée.

19. Les correspondants nationaux du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques peuvent déléguer la responsabilité d'enregistrer l'information dans le Centre d'échange à des « utilisateurs nationaux autorisés ». Ces utilisateurs nationaux autorisés peuvent créer et gérer les enregistrements provisoires dans toutes les catégories d'information du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques (à l'exception de l'enregistrement des correspondants nationaux). Cependant, tous les nouveaux enregistrements créés par les utilisateurs nationaux autorisés, ainsi que les modifications qu'ils apportent aux enregistrements existants, doivent être validés par le correspondant national du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en ce qui concerne les enregistrements nationaux, ou par le Secrétariat, en ce qui concerne les enregistrements de référence, avant leur publication dans le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques. La désignation d'utilisateur national autorisé pourrait aussi être utile pour soumettre de l'information au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, advenant la mise sur pied d'un processus de validation clair.

20. Un mécanisme élémentaire de soumission et de validation des enregistrements devrait être mis sur pied aux fins de soumission des enregistrements au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Les Parties au Protocole de Nagoya pourraient être tentées de déléguer la responsabilité d'enregistrer l'information dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages à divers acteurs nationaux, mais à la lumière du succès que connaît le processus de validation du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, on propose que les Parties adoptent une procédure semblable et confient à une seule autorité de validation la tâche d'assurer une autorisation active des enregistrements nationaux avant de les publier sur le portail central. Le détenteur de cette autorité devra être connu du Secrétariat afin d'attribuer les droits de validation.

21. En plus d'assurer une autorisation active de publier les enregistrements dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, le paragraphe 7 des orientations pour la phase pilote² propose les rôles et les responsabilités suivants pour la gestion de l'information contenue dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages :

- a) Communiquer avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique au sujet des questions relatives au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;
- b) Mettre l'information à la disposition du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages; et
- c) Faciliter l'établissement de réseaux et la création de capacités entre les autorités nationales compétentes, les communautés autochtones et locales et les autres parties prenantes afin de rendre l'information disponible aux fins de publication dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

22. L'orientation fournie par le Comité intergouvernemental prévoit l'élargissement du mandat du correspondant national sur l'accès et le partage des avantages afin d'y inclure ces rôles et responsabilités ou encore, la nomination d'une personne ressource dédiée pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.³ De plus, le paragraphe 9 de l'orientation prévoit l'élargissement possible du

² Ibid.

³ Paragraphe 8 de l'annexe à la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental (UNEP/CBD/ICNP/1/8).

mandat des autorités nationales compétentes afin d'y inclure la tâche de rendre disponible l'information sur les permis, ou leur équivalent, émise au Centre d'échange, selon qu'il convient, et d'informer leur correspondant national du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

23. L'orientation prévoit également que les Parties pourront créer des points de contact pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages chez les communautés autochtones et locales, afin d'assurer la participation active des communautés autochtones et locales.⁴

24. Les Parties pourraient souhaiter permettre à différentes autorités de soumettre les enregistrements nationaux au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Cependant, afin d'assurer l'exactitude et le caractère complet des enregistrements, il pourrait être préférable de confier à une seule autorité la tâche d'autoriser la publication des enregistrements, comme indiqué au paragraphe 20.

25. Il est proposé que les correspondants nationaux et le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya assurent la liaison avec le Secrétariat en ce qui concerne le développement de la phase pilote, tout au long de la phase pilote et jusqu'à l'entrée en vigueur du Protocole.

C. Modèles courants

26. La recommandation 1/1 de la première réunion du Comité intergouvernemental propose d'intégrer les informations suivantes à la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages :

a) Information obligatoire à intégrer en priorité, conformément au paragraphe 2 de l'article 14 du Protocole :

- i) Mesures législatives, administratives et de politique sur l'accès et le partage des avantages;
- ii) Information sur le correspondant national et la ou les autorités nationales compétentes;
- iii) Permis ou leur équivalent émis au moment de l'accès, en tant que preuve de la décision d'accorder le consentement préalable donné en connaissance de cause et de l'établissement de conditions convenues d'un commun accord;

b) Des informations supplémentaires peuvent être intégrées, selon qu'il convient, conformément au paragraphe 3 de l'article 14, tout en prenant note du paragraphe 2 de l'article 12 du Protocole :

- i) Autorités compétentes des communautés autochtones et locales, et information décidée en conséquence;
- ii) Clauses contractuelles types;
- iii) Méthodes et outils développés pour la surveillance des ressources génétiques;
- iv) Codes de conduite et meilleures pratiques;

c) Toute autre information reconnue comme étant particulièrement utile à fournir au cours de la phase pilote, conformément au paragraphe 4 de la recommandation 1/1 :

⁴ Paragraphe 10 de l'annexe à la recommandation 1/1 du Comité intergouvernemental (UNEP/CBD/ICNP/1/8).

- i) Information expliquant les mesures législatives, telles que des notes explicatives ou des diagrammes qui décrivent les processus nationaux d'accès et de partage des avantages;
- ii) Information sur les points de contrôle créés en vertu de l'article 17 du Protocole;
- iii) Mesures et activités de renforcement des capacités;
- iv) Information existante dans la base de données sur l'accès et le partage des avantages de la Convention sur la diversité biologique;
- v) Information sur la contribution des mesures d'accès et de partage des avantages à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, l'atténuation de la pauvreté et les Objectifs du millénaire pour le développement;
- vi) Information sur les modalités de transfert par des tiers, lorsque celle-ci est disponible, à inclure sur le certificat de conformité internationalement reconnu;
- vii) Affiliation des Parties à d'autres accords sectoriels, régionaux ou infrarégionaux portant sur les ressources génétiques.

27. Des modèles courants doivent être développés pour la création de formulaires et de bases de données en ligne afin d'opérationnaliser l'échange de cette information pendant la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Les catégories d'information seront divisées en deux grands groupes : les enregistrements nationaux et les enregistrements de référence, selon les explications fournies au paragraphe 17, ci-dessus.

28. Le Secrétariat a préparé plusieurs modèles courants visant à faciliter l'échange d'information pendant la phase pilote. Le Secrétariat travaille en priorité au développement de modèles courants pour recueillir de l'information selon le paragraphe 2 de l'article 14 du Protocole et s'efforcera de développer d'autres modèles courants selon les explications fournies au paragraphe 17, ci-dessus.

29. Conformément à la pratique utilisée dans le cadre du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, on propose que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Nagoya approuve la version finale des modèles courants avant leur utilisation dans le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Cependant, un comité consultatif informel, tel que prévu au paragraphe 9 ci-dessus, pourra, avant la mise en service du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, aider le Secrétaire exécutif à développer les modèles courants aux fins d'application pendant la phase pilote. Le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter examiner l'utilité d'un comité consultatif informel pour le développement des modèles courants.

D. Mécanisme pour l'échange d'information autrement que par voie électronique ou en ligne

30. Des copies non électroniques du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages seront produites afin de rendre l'information que renferme le Centre d'échange plus accessible. Les utilisateurs du Centre d'échange pourront télécharger l'information directement du portail central du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et les gouvernements pourront demander à obtenir l'information sur CD-ROM.

31. Les CD-ROM regrouperaient toute l'information stockée dans les bases de données du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, ainsi que les fonctions de recherche nécessaires pour récupérer les enregistrements. Ce format conviendrait parfaitement aux utilisateurs profitant d'un accès

limité ou onéreux à Internet, mais qui voudraient néanmoins profiter des fonctions de recherche qu'offre le portail central du Centre d'accès sur l'accès et le partage des avantages.

32. Le Secrétariat produit des copies hors ligne trimestrielles du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et fait parvenir les CD-ROM aux correspondants nationaux du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques dans les pays profitant d'un accès limité à l'Internet qui ont demandé à recevoir l'information dans ce format. Une procédure semblable pourrait être établie pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

E. Encouragement de la participation nationale au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages

33. La participation active au niveau national sera essentielle au succès de la mise en œuvre du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Afin d'assurer l'acheminement effectif de l'information, le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages doit permettre l'échange de données entre les bases de données des pays et le portail central du Centre d'échange.

34. Des programmes d'interopérabilité ont été développés pour le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques afin d'encourager la participation nationale au Centre d'échange. À titre d'exemple, l'application peut être téléchargée du portail central du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques afin que les gouvernements puissent développer une version nationale du centre d'échange offrant une interopérabilité complète avec le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques. Cette application est un sous-ensemble ou une version réduite du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et possède une interface semblable, mais réduite, afin d'afficher et de chercher les enregistrements du pays dans le Centre d'échange. L'application fonctionne grâce aux serveurs du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et permet aux pays de personnaliser et de gérer le contenu qu'ils veulent afficher.

35. Le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques offre aussi une application qui permet la publication de l'information enregistrée au Centre d'échange sur une page Web nationale existante et/ou dans un centre d'échange national, et grâce à laquelle les utilisateurs peuvent enregistrer et gérer les enregistrements. Ces applications élémentaires augmentent l'interopérabilité des systèmes nationaux et du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et permettent aux pays dont les ressources sont limitées de développer des systèmes nationaux d'échange d'information du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques.

36. À la lumière de l'expérience du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques quant à l'interopérabilité des bases de données nationales, des applications semblables pourraient être utilisées pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

III. OCCASIONS DE COLLABORATION AU DÉVELOPPEMENT DU CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES AVEC DES PARTENAIRES ET AUTRES FOURNISSEURS DE DONNÉES

37. Dans sa recommandation 1/1, le Comité intergouvernemental prie le Secrétaire exécutif d'étudier la possibilité de collaboration avec des partenaires et autres fournisseurs de données au développement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Les paragraphes 12 et 13 de l'orientation pour la phase pilote, présentés en annexe à la recommandation, portent sur des occasions de partenariat possible en appui au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

38. Conformément au paragraphe 12 de l'orientation, le développement de la phase pilote pourrait inclure l'étude des possibilités de partenariat avec d'autres fournisseurs de données, lorsque ces possibilités sont clairement compatibles avec les objectifs du Protocole. Au nombre de ces fournisseurs pourraient figurer notamment le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour

l'alimentation et l'agriculture, le Centre de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement et des bases de données taxonomiques comme le *Catalogue of Life* et la *Global Biodiversity Information Facility*. En outre, il conviendrait d'envisager une collaboration plus étroite avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

39. Le paragraphe 13 de l'orientation indique que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages pourrait aussi donner accès à d'autres sources d'information telles que les systèmes qui emploient déjà des accords de transfert de matériel pour échanger des ressources biologiques (par exemple les collections de cultures microbiologiques), les banques de gènes, les bases de données juridiques et d'autres bases de données pertinentes, par exemple les bases de données sur la bioprospection de l'Université des Nations Unies, et qu'une liste de ces sites Internet devrait être établie afin de permettre l'évaluation de leur utilité pendant la phase pilote.

40. Les mécanismes de collaboration avec les différents partenaires dépendraient principalement du type et de la raison d'être de l'information à partager. Ils pourraient prendre différentes formes, telles que l'intégration des données reliées au Centre d'information sur l'accès et le partage des avantages, l'ajout de liens à l'information pertinente, de l'information sur le développement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, un appui à certains aspects de l'application du Protocole de Nagoya, ou une contribution aux développements complémentaires sur d'autres tribunes, et autres.

41. Voici une liste des partenaires et des fournisseurs de données compétents recensés dans l'orientation sur la phase pilote, ainsi que dans le document préparé à l'intention de la réunion d'experts, aux fins d'examen⁵, et dans le rapport de la réunion d'experts,⁶ comme première étape et en réponse à la demande du Comité intergouvernemental. Leur pertinence pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et les occasions de partenariat possible doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi.

A. Collaboration avec d'autres instruments et mécanismes internationaux

Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

42. Le système multilatéral d'accès et de partage des avantages du Traité international réunit soixante-quatre cultures parmi les plus importantes dans un bassin mondial de ressources génétiques facile d'accès et disponible pour la recherche, la reproduction et la formation en alimentation et en agriculture. Tout le matériel du système multilatéral est transféré des fournisseurs aux bénéficiaires partout au monde dans le cadre d'accords standards de transfert de matériel. Le Traité international a développé un système de technologie de l'information particulier⁷ afin de permettre la communication de données en ligne au niveau de l'accession pour toutes les cultures regroupées dans le système multilatéral. Le système contient également une banque de données offrant les détails des envois de germoplasme visés par un accord standard de transfert de matériel. Cette base de données n'est pas accessible au public.

43. De plus, le Traité international, en association avec Biodiversité International et le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures, travaille au développement plus poussé de Genesys, un portail Web sur les ressources phylogénétiques qui offre aux phylogénéticiens et aux chercheurs un point d'accès unique à de l'information sur environ le tiers des accessions aux banques génétiques du monde.⁸ Genesys donne de la valeur à ces accessions en offrant plus de 11 millions d'enregistrements sur les

⁵ Questions à examiner lors de l'établissement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (UNEP/CBD/ABS/EM-CH/1/2)

⁶ Rapport du Groupe d'experts sur les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (UNEP/CBD/ICNP/1/2)

⁷ Voir : <<http://mils.planttreaty.org/itt/>>

⁸ Voir : <<http://www.genesys-pgr.org/>>

caractéristiques phénotypiques, ainsi que 19 paramètres environnementaux aux 625 000 accessions géoréférencées de la base de données.

44. Les Secrétariats de la Convention sur la diversité biologique et du Traité international ont signé un mémoire d'entente lors de la dixième réunion de la Conférence des Parties afin de développer davantage la collaboration dans des domaines d'intérêt commun relevant de leurs mandats. De plus, un programme mixte élargit davantage cette collaboration afin que le Protocole de Nagoya et le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture soient appliqués de façon à se renforcer mutuellement. Les activités mixtes portent plus particulièrement sur la coordination et la mise en commun d'expertise sur la gestion de l'information sur l'accès et le partage des avantages en appui à la mise en œuvre du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

45. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a développé plusieurs ressources et bases de données dans le cadre de ses travaux sur l'utilisation de la propriété intellectuelle qui appuieraient l'application du Protocole de Nagoya. Voici une courte description de ces bases de données.

46. L'OMPI a développé les bases de données suivantes dans le cadre des travaux du Comité intergouvernemental sur les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le folklore :

a) Une base de données sur les accords d'accès et de partage des avantages et informations connexes, qui met particulièrement l'accent sur les aspects de ces accords traitant de la propriété intellectuelle. Cette base de données compte actuellement 39 enregistrements;⁹

b) Une base de données des codes, lignes directrices et pratiques existants, réunissant des exemples de codes, de guides, de politiques, de protocoles et d'accords types portant sur l'enregistrement, la numérisation et la diffusion du patrimoine culturel intangible, et qui met l'accent sur les questions relatives à la propriété intellectuelle;¹⁰

c) Une base de données sur les textes législatifs sur la protection des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles (expressions du folklore) et des textes législatifs d'intérêt pour les ressources génétiques. Elle regroupe diverses lois, réglementations et lois modèles nationales et régionales sur :

i) Les savoirs traditionnels;¹¹

ii) Les expressions culturelles traditionnelles;¹²

iii) Les ressources génétiques.¹³

47. L'OMPI a également développé un service de recherche appelé *Patentscope*¹⁴ qui permet de faire des recherches concernant environ un million de demandes de brevet international publiées et de consulter les informations les plus récentes et les documents mis à la disposition du Bureau international. Il donne aussi accès aux collections de brevets de 27 pays et organisations telles qu'ARIPO, l'Organisation européenne des brevets et LATIPAT.

⁹ Voir : < <http://www.wipo.int/tk/en/databases/contracts/search.html> >

¹⁰ Voir : < http://www.wipo.int/tk/en/databases/creative_heritage/ >

¹¹ Voir : < <http://www.wipo.int/tk/en/laws/tk.html> >

¹² Voir : < <http://www.wipo.int/tk/en/laws/folklore.html> >

¹³ Voir : < <http://www.wipo.int/tk/en/laws/genetic.html> >

¹⁴ Voir : < <http://www.wipo.int/patentscope/search/en/search.jsf> >

48. Cet outil offre un service de visualisation rapide des développements relatifs à certaines technologies choisies en fonction de l'intérêt public ou de leur pertinence par rapport aux principaux domaines de politiques publiques, et qui comprennent actuellement la médecine traditionnelle et l'énergie de remplacement.¹⁵

49. Le service développé pour la médecine traditionnelle offre un survol unique des activités de brevet mondial les plus récentes dans le domaine des connaissances médicales.¹⁶ Il permet la consultation de demandes de brevet international publiées dans le nouveau groupe de la classification internationale des brevets de médecine traditionnelle fondés sur des produits naturels (A61K-36),¹⁷ notamment la recherche sur les préparations médicinales ayant pour base du matériel biologique d'une classe particulière.

50. Patentscope offre également des liens à des bases de données nationales et organisationnelles dans sa base de données externe.¹⁸

51. L'OMPI a développé plusieurs bases de données d'intérêt pouvant appuyer l'application du Protocole de Nagoya et contribuer au développement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages pourrait offrir l'accès à certaines de ces bases de données.

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

52. La CITES a récemment mené à terme plusieurs programmes pilotes sur l'échange électronique de permis.¹⁹ Les résultats de ces essais, ainsi que les recommandations sur le développement et la mise en œuvre d'une documentation électronique, sont réunis dans la boîte à outils du système électronique de délivrance des permis.²⁰ La boîte à outils de la CITES offre une orientation aux Parties ayant développé ou en voie de développer un système électronique de délivrance de permis. Cette orientation favorise l'interopérabilité de l'information entre les systèmes électroniques nationaux de délivrance de permis et assure le respect des normes internationales.

53. Le développement du certificat de conformité internationalement reconnu pourrait profiter de l'expérience de la CITES et des enseignements tirés du système électronique de délivrance de permis.

B. Autres fournisseurs de données

54. La pertinence de l'information que contiennent les bases de données ci-dessous et sa contribution possible au développement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages méritent un examen plus approfondi.

1. Bases de données taxonomiques et autres services d'information biologique

Global Biodiversity Information Facility (GBIF)

¹⁵ Voir : < <http://www.wipo.int/patentscope/en/dbsearch/analysis.html> >

¹⁶ Voir : < http://www.wipo.int/patentscope/en/technology_focus/traditional_medicine/search.html >

¹⁷ Comme il s'agit d'un nouveau groupe de classification, il ne s'applique qu'aux documents de brevet publiés depuis sa création, le 1^{er} janvier 2006.

¹⁸ Voir : < http://www.wipo.int/patentscope/en/dbsearch/national_databases.html >

¹⁹ Secrétariat de la CITES (2010), "CITES Electronic Permits and Certificates: Lessons Learned for the Development of a Permit or Certificate to Regulate Access to Genetic Resources".

²⁰ Voir : < <http://cites.org/eng/prog/e/e-permitting-toolkit.shtml> >

55. La GBIF a été créée par les gouvernements afin d'encourager le libre accès gratuit en ligne aux données sur la diversité biologique. Le portail de données de la GBIF ²¹ donne accès à 321 064 406 enregistrements de données répartis dans différents groupes d'information :

- a) Information sur les espèces, y compris les enregistrements sur la présence des espèces, de même que les classifications et les noms communs et scientifiques;
- b) Information sur les espèces enregistrées dans les différents pays; et
- c) Information sur les diffuseurs de données, les ensembles de données et les réseaux de données qui mettent des données en commun par le biais de la GBIF.

*Catalogue of Life*²²

56. Le Catalogue of Life est en voie de devenir un catalogue complet de toutes les espèces connues d'organismes sur la planète. La version actuelle du Catalogue of Life regroupe 1 313 864 espèces (un peu plus des deux tiers des espèces connues sur la planète) compilées à partir de 115 bases de données taxonomiques du monde.

57. Chacune des espèces sur la liste est accompagnée d'un nom scientifique accepté, d'une référence et de sa famille et/ou de sa position dans la classification hiérarchique. Des noms communs et des synonymes peuvent être fournis, mais ces données sont incomplètes et n'existent pas pour certaines espèces.

*Base de données des espèces du Centre mondial de surveillance pour la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement*²³

58. La base de données des espèces du Centre mondial de surveillance pour la conservation du PNUE propose une nomenclature complète et des données sur la diffusion et juridiques pour les espèces dont la conservation soulève des craintes à l'échelle mondiale, par pays.

2. *Bases de données d'informations juridiques*

*ECOLEX*²⁴

59. ECOLEX est une base de données sur le droit de l'environnement exploitée conjointement par la FAO, l'UICN et le PNUE. Elle contient de l'information sur les traités, le droit souple et autres documents d'orientation technique et de politique non contraignants, les mesures législatives nationales, les décisions judiciaires, et de la documentation sur le droit et les politiques. Les utilisateurs ont directement accès aux résumés et aux informations signalétiques de chaque document, ainsi qu'au texte intégral de la plupart des informations fournies.

²¹ Voir : < <http://data.gbif.org/welcome.htm>>

²² Voir : <<http://www.catalogueoflife.org/search/all>>

²³ Voir : < <http://www.unep-wcmc-apps.org/isdb/Taxonomy/>>

²⁴ Voir : <<http://www.ecolex.org/>>

3. *Systèmes déjà parties à un accord de transfert de matériel en échange de ressources biologiques telles que les collections de cultures microbiennes*

*Catalogue des ressources génétiques de CABI*²⁵

60. CABI est une organisation internationale à but non lucratif qui gère la collection nationale des cultures de champignons, la plus grande collection de ressources génétiques au monde. Sa collection de ressources génétiques contient plus de 28 000 souches pouvant être commandées dans un catalogue en ligne et transférées dans le cadre d'un accord de transfert de matériel.²⁶

*L'American Type Culture Collection (ATCC)*²⁷

61. L'ATCC est un centre de ressources et organisation de recherche biologique à but non lucratif qui a pour mission d'acquérir, d'authentifier, de produire, de préserver, de développer et de distribuer des microorganismes et lignées cellulaires standards de référence et autre matériel de recherche sur les sciences de la vie. Le biomatériau contenu dans cette collection peut être commandé et transféré dans le cadre d'un accord de transfert de matériel.²⁸

*La collection de cultures de BIOTEC (CCB)*²⁹

62. La collection de cultures de BIOTEC est gérée par le Centre national de génie génétique et de biotechnologie (BIOTEC) en Thaïlande. CCB a comme rôle principal de prélever et de maintenir des microorganismes et les données pertinentes qui s'y rapportent pour la recherche à l'interne de BIOTEC. La collection de CCB compte actuellement plus de 43 000 souches de bactéries, de levures et de champignons filamenteux. Les souches demandées aux fins d'utilisation dans d'autres pays sont transférées dans le cadre d'accords de transfert de matériel.³⁰

*Belgian Coordinated Collections of Micro-organisms (BCCM)*³¹

63. Le BCCM abrite sept collections de services de cultures complémentaires fondées sur la recherche,³² dont 47 500 souches de bactéries, et de champignons à levure et filamenteux. Le matériel est transféré dans le cadre d'un accord de transfert de matériel.³³

4. *Banques de gènes et autres réseaux de recherche pour l'échange de matériel biologique*

*Réseau d'information à l'échelle du système concernant les ressources génétiques (SINGER) du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)*³⁴

64. Le réseau d'information à l'échelle du système concernant les ressources génétiques (SINGER) est le réseau d'échange d'information sur le germoplasme du CGIAR et de ses partenaires. Les membres du SINGER détiennent ensemble, dans leur collection de germoplasme, plus d'un demi-million

²⁵ Voir : <<http://cabi.bio-aware.com/>>

²⁶ Voir : <<http://www.cabi.org/Uploads/File/CABIDotOrg/grcconditionofsalewebform.pdf>>

²⁷ Voir : <<http://www.atcc.org/>>

²⁸ Voir : <<http://www.atcc.org/MTATransferReportingForm/tabid/2056/Default.aspx>>

²⁹ Voir : <https://homes.biotec.or.th/bcc/?page_id=11>

³⁰ Voir : <<https://homes.biotec.or.th/bcc/wp-content/uploads/Material-Transfer-Agreement.pdf>>

³¹ Voir : <bccm.belspo.be/index.php>

³² Voir : <<http://bccm.belspo.be/db/>>

³³ Voir : <http://bccm.belspo.be/services/bccm_mta.php>

³⁴ Voir : <<http://singer.cgiar.org/>>

d'échantillons de la diversité des cultures, du fourrage et des arbres. SINGER accorde l'accès à l'information sur les échantillons détenus en fiducie et la possibilité de commander des échantillons en ligne.

*Centre international d'échange de végétaux (IPEN) de Botanical Gardens Conservation International (BGCI)*³⁵

65. Le réseau IPEN est géré par Botanical Gardens Conservation International et a pour but de faciliter l'échange non commercial de matériel végétal entre les jardins botaniques membres dans le respect des principes d'accès et de partage des avantages.

66. L'IPEN comprend un système de documentation, à savoir les soi-disant numéros IPEN. Tout le matériel végétal fourni par IPEN doit être accompagné d'un numéro IPEN qui demeure lié à ce matériel et ses dérivés pour toutes les générations à venir. Ce numéro permet de retracer le lieu et les conditions sous lesquelles le matériel végétal est entré dans le réseau IPEN.³⁶

5. Bases de données de bioprospection

*Bioprospector*³⁷ de l'Institut des hautes études de l'Université des Nations Unies

67. La base de données est maintenue par l'Université des Nations Unies en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le ministère fédéral de l'Environnement de la Belgique. Elle donne accès à quatre bases de données en ligne afin d'aider à évaluer et à documenter l'envergure de la bioprospection dans les environnements de l'Antarctique, du Pacifique, marin et Arctique. La base de données fournit des détails sur la recherche et les produits commercialisés découlant des échantillons biologiques obtenus dans différentes régions.

68. La base de données a été développée plus en profondeur en 2011 afin que les entreprises et les organismes de recherche puissent télécharger l'information directement, rendant ainsi Bioprospector interopérable avec d'autres bases de données pertinentes telles que les bibliothèques de brevets internationaux et le Global Biodiversity Information Facility, et de permettre la représentation cartographique de l'emplacement des espèces grâce aux technologies des systèmes d'information géographique.

IV. RECOMMANDATIONS

69. À la lumière de ce qui précède et dans le but de faire avancer le développement de la phase pilote, le Comité intergouvernemental pourrait souhaiter :

a) *Prendre note* du mécanisme et des applications dont le développement a été suggéré pour la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;

b) *Exhorter* le Secrétaire exécutif d'accélérer la mise en œuvre de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;

c) *Prier* le Secrétaire exécutif de pousser plus loin l'examen des occasions de collaboration avec les partenaires et autres fournisseurs de données afin de développer le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;

³⁵ Voir : <<http://www.bgci.org/resources/ipen/>>

³⁶ Voir : <http://www.bgci.org/resources/Description_of_IPEN/>

³⁷ Voir : <<http://www.bioprospector.org/bioprospector/>>

d) *Former* un comité consultatif informel chargé d'assurer la surveillance technique et de fournir des avis au Secrétariat concernant le développement de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Le Comité consultatif informel sera formé et coordonné par le Secrétaire exécutif en toute transparence, et aura comme tâche principale de fournir une orientation concernant le règlement de certaines questions techniques dans le cadre du développement continu de la phase pilote du centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages;

e) *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à fournir un appui financier aux fins d'organisation d'une réunion du comité consultatif informel.
